

MATIÈRES PREMIÈRES ABONNÉ

Les banques suisses risquent de perdre 270 millions dans la fraude de GP Global



Huit banques suisses restent engluées dans l'un des plus grands scandales du commerce de matières premières. Credit Suisse et UBS cherchent respectivement à récupérer 91 et 70 millions, la BCV 35 millions et la BCGE 5 millions



Par **Sébastien Ruche** 

L'une des plus grandes affaires de fraude dans le commerce de matières premières continue à inquiéter les banques suisses. Au premier semestre 2020, GP Global, un important négociant de pétrole basé aux Emirats arabes unis, s'est retrouvé au bord du gouffre, suite à des malversations officiellement attribuées à des employés indéliçats. Le groupe a lancé en juillet dernier une restructuration de sa dette, estimée à 1,2 milliard de dollars, dont plusieurs centaines de millions dus à des banques suisses. Le processus a tourné à la foire d'empoigne autour de la filiale singapourienne ces derniers mois, jusqu'à ce qu'un moratoire obtenu début mars ramène un peu de calme. Enjeux pour les banques suisses concernées: récupérer une partie des 273 millions de dollars que la société leur doit encore. Soit pas loin d'une centaine de millions chacune pour Credit Suisse et UBS, autour de 35 millions pour la BCV et plus de 5 millions pour la BCGE, selon un document obtenu par *Le Temps*.

Cargaisons fantômes, chargements financés et vendus plusieurs fois: les fraudes pratiquées par GP Global risquent de laisser un trou béant pour la place financière suisse. La restructuration de sa filiale singapourienne GP APAC, l'une des plus importantes du groupe, a levé le voile sur l'ardoise laissée auprès des huit banques suisses qui figurent parmi ses 20 plus grands créanciers: 273 millions de dollars au total.

En tête du classement, Credit Suisse cherche à récupérer 91 millions sur les 100 millions de dollars que la banque avait prêtés à GP APAC. UBS apparaît en deuxième position, avec une créance de 70,4 millions sur 190 millions de financement. On trouve aussi la BCV (35,3 millions sur un total de 70 millions), la Banque de Commerce et de Placements (34,3 millions sur 94), Gazprombank Switzerland (20,3 millions sur 55), CA Indosuez (14,3 millions sur 125), la BCGE (5,7 sur 50 millions) et Arab Bank (1,8 million sur 60).

Ces chiffres sont issus d'un rapport daté du 8 février 2021 rédigé par le responsable de la restructuration. Ce dernier n'a pas répondu à nos questions, tout comme les banques. L'exposition de la place financière suisse à la maison mère GP Global est largement supérieure à ces 273 millions, ne serait-ce qu'en ajoutant les quelque 130 millions avancés par BNP Paribas, selon nos informations.

Avec ou sans garantie?

Un mot en particulier attire l'attention dans le document consacré à GP APAC: «unsecured», «non garanti» en français. Habituellement, les banques qui financent le commerce de matières premières disposent d'un gage sur les cargaisons ou sur le produit de leur revente. Selon nos informations, c'était le cas pour la majorité des financements accordés à GP. Alors pourquoi les créanciers sont-ils décrits comme «unsecured» par le restructurateur?

«Il semble que les transactions étaient fictives dès le départ et que les banques ont financé des cargaisons non existantes. Donc le gage sur la marchandise et la cession du produit n'ont jamais existé, tout comme l'éventuelle couverture d'une assurance crédit», analyse Patrick Eberhardt, avocat spécialisé dans les matières premières chez Eversheds Sutherland à Genève. Une autre méthode de financement consiste à avancer de l'argent à une société de négoce elle-même, en fonction de ses fonds propres notamment, plutôt que de financer ses cargaisons.

Carence de contrôle

Pour l'ONG Public Eye, l'affaire GP, qui s'est ajoutée aux faillites d'autres traders l'an dernier comme Hin Leong, ZenRock ou Phoenix Commodities, montre les carences des vérifications effectuées par les banques qui financent le commerce de matières premières. Ce dossier donne également «un avant-goût de l'effet domino qui pourrait entraîner tout le secteur si un grand négociant venait à tomber», selon l'ONG.

Lire aussi: Fraude dans le pétrole: mode d'emploi

Les banques peuvent effectuer différents contrôles, précise Michael Lepper, également avocat chez Eversheds Sutherland à Genève, notamment la vérification systématique de la transaction: «L'élément clé est la proximité avec le client; pour un petit négociant, les banques suivent les cargaisons et vérifient toutes les étapes, comme le stockage et la qualité de l'acheteur final. Mais les grands négociants sont plus réticents à laisser les banques regarder leur activité en détail.»

Créancier pirate

GP Global, précédemment dénommée Gulf Petrochem, compte des dizaines de filiales dans diverses activités, et plusieurs milliers d'employés. La restructuration d'une société aussi tentaculaire que GP n'est pas non plus chose aisée. Notamment quand les créanciers ne font pas preuve d'une solidarité à toute épreuve. L'un d'eux, Equatorial Marine Fuel Management Services, a voulu faire saisir les bureaux de GP APAC à Singapour afin de se faire payer sa créance de 705 000 dollars. Des bureaux pour lesquels le restructurateur avait trouvé preneur, à 8,5 millions.

Lire aussi: Secousses sur le financement des matières premières

«Il arrive que de petits créanciers cherchent à faire pression sur les plus grands, afin d'obtenir un remboursement. Ici, Equatorial sait que sans ces bureaux à Singapour, le plan de restructuration deviendrait plus difficile à réaliser», analyse Patrick Eberhardt. L'obtention d'un moratoire sur la restructuration, accordé début mars par un tribunal singapourien, a permis de bloquer l'initiative pirate d'Equatorial.

Récupérer 20 à 30%, ou rien

Autre priorité: maintenir l'entreprise en vie, afin de tirer un meilleur prix des actifs susceptibles d'être vendus. «GP Global détient des actifs importants, notamment une raffinerie, une usine et un terminal portuaire en Inde libres de tout gage. Ces actifs pourront être vendus de manière organisée pour rembourser les créanciers, observe encore Patrick Eberhardt. Autre élément important, à la différence d'autres dossiers de fraudes révélées au premier semestre 2020 comme Phoenix Commodities, le propriétaire de GP Global, la famille Goel, s'est dite prête à injecter 40 à 60 millions de dollars dans la société.»

Début mars, GP a vendu une partie de son activité dans les bitumes aux Emirats arabes unis, pour 10 à 20 millions de dollars, selon l'agence Argus Media, et cherche à vendre son terminal de Fujairah d'ici à avril.

Si la restructuration réussit, les créanciers – à commencer par les banques suisses – pourraient récupérer 20 à 30% de leur mise, a déclaré le restructurateur à Reuters. «Mais s'il y a une liquidation, ce sera zéro», a-t-il prévenu.